

**REPUBLIQUE DU BURUNDI
ASSEMBLEE NATIONALE
COMMISSION DE LA DEFENSE
ET DE LA SECURITE**

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA DEFENSE ET DE LA
SECURITE SUR LES SIX PROJETS DE LOIS PORTANT :**

- STATUT DES OFFICIERS DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE ;
- STATUT DES OFFICIERS DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI ;
- STATUT DES SOUS-OFFICIERS DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE ;
- STATUT DES BRIGADIERS DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI ;
- STATUT DES HOMMES DE TROUPE DE LA FORCE DE DEFENSE
NATIONALE ;
- STATUT DES AGENTS DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI.

I. INTRODUCTION

En date des 23, 25, 30 et 31 mars 2010, les membres de la Commission ci-haut citée se sont réunis pour discuter quant aux questions d'ordre général sur les six projets de lois régissant différentes catégories des Corps de la Défense et de la Sécurité.

Les séances des 23 et 30 mars 2010 ont été marquées par la participation du Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants.

Des experts des deux Ministères concernés par les projets de lois sous analyse avaient accompagné le Ministre pour donner des éclaircissements aux questions posées, par les Honorables Députés.

En date du 1 avril 2010, les membres de la Commission de la Défense et de la Sécurité ont eu encore une séance de travail avec deux Ministres à savoir le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants et celui de la Sécurité Publique. La séance du jour a vu également la participation des experts des deux Ministères concernés et ceux du Ministère des Finances venues répondre aux questions qui n'avaient pas eu de réponses convaincantes au cours des séances précédentes.

Les autres séances à savoir ceux des 7, 8, 14, 15, 16, 20 et 21 ont été consacrées à l'analyse des amendements de tous ces projets de lois.



II. LES PRESENCES

Etaient présents :

1. Honorable NDUWIMANA Jean CLAUDE, Président
2. Honorable MANIRAKIZA Côme, Secrétaire
3. Honorable NTAHOMENYEREYE Salvator, membre
4. Honorable MANWANGARI Jean-Baptiste, membre
5. Honorable MBUNDAGU Vestine, membre
6. Honorable BIMENYIMANA Prosper, membre
7. Honorable MIRENZO Venuste, membre
8. Honorable NTAHONZIGAMIYE Pascal, membre
9. Honorable NIYUNGEKO Charles, membre
10. Honorable NSHIMIRIMANA Georges, membre
11. Honorable MBONINYIBUKA Gilbert, membre
12. Honorable CIGUMIJE Simon, membre
13. Honorable NZIGAMASABO Jean-Baptiste, membre

Était empêchée :

Honorable TUKARERE Noëlla

III. QUESTIONS D'ORDRE GENERAL POSEES AUX MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Question n°1

Quels sont les principaux problèmes que ces projets de lois viennent résoudre par rapport aux lois qui sont en vigueur ?

Réponse

Les lois qui sont en vigueur ont été élaborées dans la précipitation des faits pour répondre à la problématique de l'intégration des militaires et des policiers dans les Corps de Défense et de Sécurité.

Des lacunes importantes de nature à rendre difficile leur efficacité ont été relevées dès le début de leur mise en application à ce jour.

Ainsi les présents projets de lois viennent répondre aux imperfections contenues dans ces lois pour combler ces lacunes de fond et de forme

afin de faciliter leur interprétation et partant leur application. Aussi ces textes viennent répondre aux préoccupations sociales du moment qui alimentent l'opinion en général d'une part, et l'équité dans le traitement des différentes catégories, d'autre part (questions de logement, questions des veuves, allocations familiales, etc.).

Question n°2

Quel est le nombre des Officiers Généraux de la Force de Défense Nationale et des Officiers Commissaires de la Police Nationale du Burundi?

Réponse

Les Officiers Généraux sont au nombre de 41
Les Officiers Commissaires sont au nombre de 32

Question n° 3

Pourquoi parle-t-on de cuisine collective pour les Officiers alors qu'ils logent normalement chez eux ?

Réponse

Les Officiers sont aussi concernés par la cuisine collective quand ils sont obligés de manger dans les camps militaires, commissariats et postes de Police. Cette situation arrive lorsqu'un Officier est mobilisé (situation de contrainte) pour rejoindre son unité, en cas d'exercice, en cas de séjour en brousse ou en cas de consignes.

Question n°4

Beaucoup de droits, avantages et privilèges ont été accordés aux Officiers Généraux de la Force de Défense Nationale et aux Officiers Commissaires de la Police Nationale alors que financièrement, le pays éprouve d'énormes difficultés.

Monsieur le Ministre est-ce que les dispositions particulières parlant de ces avantages des Généraux et des Commissaires ont-elles été avalisées par le Conseil des Ministres ?



Réponse

Avant de répondre à la question, je voudrais préciser que le grade de Général et de Commissaire n'est pas une spécificité du Burundi, c'est un grade qui existe même ailleurs.

Ces Officiers bénéficient d'un traitement particulier en termes de droits, avantages et privilèges par rapport aux autres Officiers.

En effet, l'Officier Général devrait être traité avec dignité et considération dans la société à l'instar de ses pairs de la sous-région. Il serait anormal, frustrant et dégradant qu'il continue à être traité comme un simple Officier.

Pour revenir à la question proprement dite, les dispositions ont été délibérées en Conseil des Ministres et c'est pourquoi le projet vous a été transmis par les canaux administratifs habilités à cette fin. Dans le souci de valoriser le grade de Général et de Commissaire de Police, il est légitime qu'il bénéficie des avantages par rapport aux autres Officiers. Le grade de Général n'est pas accessible à tout le monde, mais il est accordé exceptionnellement.

Je vous signale en passant que mis à part le véhicule protocolaire, les frais de contact et de représentation, l'exonération totale des droits et taxes sur l'importation d'un véhicule familial, les autres avantages étaient déjà d'application.

Par ailleurs, si nous comparons les avantages demandés avec ceux de leurs pairs de la sous-région, il n'y a pas de commune mesure compte tenu de la situation économique financière du pays.

Le Burundi devrait enfin dans la limite du possible, s'inspirer de l'exemple des autres pays de la Sous-région où les Généraux et les Commissaires disposent d'un véhicule protocolaire avec un drapeau de la République dessus et des motos au tour de lui.

Question n°5

Dans le même ordre d'idées de la question précédente, les projets de lois portant modification des Statuts des Officiers de la Force de Défense Nationale et ceux de la Police Nationale du Burundi, semblent accorder des avantages exorbitants par rapport à ceux accordés aux autres cadres nationaux régis par la Fonction Publique.

- Ne pensez-vous pas, Monsieur le Ministre que ces avantages peuvent susciter une autre cascade de grèves une fois, accordés aux seuls Officiers Généraux et Commissaires ?



- Ces avantages ne devraient-ils pas attendre l'harmonisation générale des salaires en voie de préparation pour tous les fonctionnaires régis par la Fonction Publique ?
- Subséquemment, que compte faire le Gouvernement pour gérer les autres catégories de fonctionnaires de l'Etat ?

Réponse

Pour la 1^{ère} sous question, les éléments de réponse sont ceux fournis à la question précédente (n°5).

Pour la 2^{ème} sous question, compte tenu de la particularité des Corps de Défense et de Sécurité, du degré d'intoxication de nos hommes et de la période que nous traversons, nous pensons qu'il n'y a pas lieu d'attendre. Les Corps de Défense et de Sécurité ont une mission particulière et travaillent dans des conditions dures et pénibles et l'harmonisation générale des salaires serait pratiquement impossible.

Les projets des lois sous analyse concernent aussi bien les Officiers Généraux et Commissaires que les autres catégories des Corps de Défense et de Sécurité (Sous-officiers et Hommes de Troupe). Chaque catégorie bénéficie de ses avantages spécifiques.

Par ailleurs, les Corps de Défense et de Sécurité sont régis par des Statuts spéciaux conformément à la Constitution.

S'agissant de la sous-question n°3, dans le cadre de la maîtrise de la masse salariale et en collaboration avec les bailleurs de fonds, une étude préparatoire sérieuse est envisagée en vue de procéder à l'harmonisation générale des salaires des fonctionnaires.

Question n°6

La dernière disposition de ces projets de lois « La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation » sera très difficile à appliquer car, vous savez très bien Monsieur le Ministre qu'il n'y aura pas de révision budgétaire.

Alors, ne pourriez-vous pas différer la promulgation de ces lois et leurs entrées en vigueur ?



Réponse

La mise en application pourrait être décalée de la date de promulgation mais, cela viendrait en contradiction avec notre préoccupation exprimée dans la réponse à la question n°5.

Question n°7

Monsieur le Ministre est-ce que ces projets de lois viennent répondre à toutes les préoccupations des Sous-officiers, des Brigadiers, des Hommes de troupe et Agents qui sont soulevés ces derniers jours et assainir le malaise qui se fait sentir au sein des Forces de Défense et de Sécurité ?

Réponse

Oui, ces projets de lois viennent comme une réponse aux revendications des militaires, des policiers et des veuves notamment sur le logement et l'allocation familiale. Quant au malaise, il serait dissipé par la mise en application de ces lois. S'agissant des questions relatives à l'alimentation et à l'habillement, il reste une préoccupation compte tenu de l'insuffisance des budgets alloués à l'alimentation et à l'équipement, des contraintes liées à la loi sur les marchés publics, de la rareté des vivres sur le marché local ainsi que de la défaillance des fournisseurs en cours d'exécution des marchés.

Question n°8

Monsieur le Ministre, les militaires et les policiers spécialement les sous-officiers, les brigadiers, les Hommes de troupe et les agents sont-ils au courant du contenu de ces projets de lois qui vont les régir ?
Est-ce que ce contenu répond réellement à leurs attentes pour qu'après promulgation de ces lois, il n'y ait plus de problèmes de quelque nature que ce soit qui se posent ?



Réponse

1° Oui, aussi avant qu'après leur promulgation ces textes ont été discutés à travers toutes les Régions Militaires et Policières.

Lors de ces discussions leurs apports ont été pris en considération pour confectionner les nouveaux textes qui ont été ensuite présentés en Conseil des Ministres qui a recommandé qu'il y ait une commission interministérielle regroupant : le Ministère de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation , le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Fonction Publique du Travail et de la Sécurité Sociale, le Ministère des Finances, le Ministère de la Sécurité Publique et le Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants.

Au terme de leurs travaux, une harmonisation des textes du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants et ceux de la Sécurité Publique a été faite pour être présenté ensuite en Conseil des Ministres. Dans toutes ces phases, les idées émises par les militaires et les policiers ont été prises en considération.

2° En grande partie oui, mais d'autres problèmes pourraient naître parce que la vie est dynamique et personne ne peut présager l'avenir.

Question n° 9

Monsieur le Ministre, depuis un certain temps, il s'observe un certain mécontentement au sein de la classe des sous-officiers, des brigadiers, des Hommes de Troupe et des agents des Forces de Défense et de Sécurité. De nombreuses réclamations qui sont allées jusqu'à faire sortir des tracts ont été exprimées.

- a) Pourriez-vous nous énumérer ces réclamations et en faire le commentaire ?
- b) Trouvez-vous ces réclamations fondées ?
 - Si oui, pourquoi le Gouvernement ne s'est pas saisi de la question à temps étant donné l'acuité du problème de sécurité.
 - Si non, comment comptez-vous retourner le courroux lié à ces réclamations ?



Réponse

- a) L'émanation des tracts est une forme maladroite et illégale de revendication. Ces réclamations sont d'ordre alimentaire, salariale, logement, sécurité sociale, soins de santé, équipement,.... Cette maladresse a été dans le passé même si elle ne se manifestait pas avec la même ampleur (années 1978, 1987).
- b) Certaines sont fondées mais en grande partie elles sont exacerbées par les milieux politiques et quelques éléments indisciplinés et irresponsables au sein des Corps concernés. Le Gouvernement s'est saisi de la question dès leur apparition en organisant des causeries morales en vue d'identifier les vrais problèmes. Les solutions à portée du Commandement ont été données, les autres ont été intégrées dans l'élaboration des présents projets.

Question n°10

En ce qui concerne l'alimentation des Sous-officiers et Hommes de Troupe (militaires et policiers) leur ration alimentaire est budgétisée sur les rubriques allouées aux deux Ministères concernés. Pourriez-vous confirmer qu'ils accèdent à leur ration alimentaire (trois repas par jour) telle que prescrite par la loi ? Dans le cas contraire, quelle est la destination des fonds mis en cause ?

Réponse

Mis à part les règlements militaires qui datent de l'époque coloniale actuellement tombés en désuétude, il n'y a pas de loi qui prescrit trois repas par jour. L'éparpillement des militaires pendant la crise n'a pas permis de maintenir le petit déjeuner. S'il advenait qu'un repas ne soit pas pris pour l'une des raisons sus invoquées, il n'y a pas de facturation possible et par conséquent il n'y a pas de sortie de fonds. Le budget est également allé en s'amenuisant de sorte que l'on n'a pas pu maintenir le petit déjeuner. Signalons en passant que la réception, le pesage et la distribution des denrées sont faits par ceux-là même qui font ces réclamations.



Question n°11

Au niveau de l'habillement, une retenue mensuelle est opérée sur le salaire des militaires et policiers pour être affectée à l'achat des habits et des bottines.

Ne s'agit-il pas ici d'une retenue sur salaire injustifiée, lorsqu'on sait que les fonds destinés à l'habillement sont déjà inscrits au budget ?

Réponse

L'habillement ne fait pas partie du traitement mensuel. Il s'agit d'un pur mensonge et d'une désinformation à dessein.

L'alimentation et l'équipement sont budgétisés à part (cfr les crédits votés).

Question n°12

Les deux questions précédentes nous amènent à vous poser la question de savoir la base de calcul du salaire d'un sous-officier, d'un Homme de Troupe, d'un brigadier et d'un agent car il y a des informations concordantes selon lesquelles la réalité contenue dans les listings en provenance du Ministère des Finances n'est pas la même que celle qu'on retrouve dans ceux du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants et celui de la Sécurité Publique.

Réponse

La base de calcul est déterminée par les grilles barémiques pour les personnels militaires et policiers. Pour le personnel militaire les barèmes sont régis par le Décret n°100/148 du 29 juin 2006 portant fixation des barèmes des traitements alloués aux membres de la Force de Défense Nationale. Quant au personnel policier, les barèmes se retrouvent dans le Décret n°100/160 du 29 juin 2006 portant fixation de la grille barémique des traitements de base des agents, des brigadiers et des Officiers de la Police Nationale du Burundi.

Une équipe des parlementaires dépêchée auprès du Ministère des Finances a remarqué que cela n'était pas vrai et elle pourrait témoigner.

Question n° 13

Messieurs les Ministres, pourquoi dans les projets de statuts régissant respectivement les corps de Défense et de Sécurité certaines dispositions se réfèrent au Statut Général des Fonctionnaires quand il ya seulement des avantages, alors que normalement, ces corps disposent de leurs statuts spéciaux ?

Réponse

Effectivement certaines dispositions se réfèrent au Statut Général des Fonctionnaires pour des raisons tout à fait compréhensives et pratiques. D'autres dispositions répondent aux soucis et aux missions assignées à ces deux corps.

Question 14

Les lois en vigueur régissant les Corps de Défense et de Sécurité (Toutes catégories confondues) prévoient le droit à l'indemnité de logement.

Les nouveaux projets de lois sous étude prévoient également l'indemnité de logement comme innovation et une réponse aux revendications exprimées par les Sous officiers, les Hommes de Troupe, les Brigadiers et les Agents.

- a) Quelles seraient les innovations contenues dans ces nouveaux projets de lois par rapport aux lois en vigueur en matière de l'indemnité de logement ?
- b) Messieurs les Ministres, en attendant alors que les projets de statuts des Sous officiers, des Brigadiers, des Hommes de troupe et des Agents sous étude, soient mis en application, n'y a-t-il pas moyen d'élaborer des textes réglementaires accordant des indemnités de logement, des allocations familiales et des bonifications de stage répondant à leurs attentes pour atténuer les tensions ?

Réponse

- a) La seule innovation en ce qui concerne les indemnités de logement est à l'endroit des ayants droits des Sous-officiers et des Hommes de Troupe.



- b) C'est une bonne suggestion de la part de la Commission de la Défense et de la Sécurité. De notre part, nous allons soumettre cette proposition à nos instances hiérarchiques et continuer à travailler en commun accord avec le Ministre des finances. Nous pensons que la réponse sera trouvée prochainement.

Question n°15

Pourquoi les nouveaux projets de lois sous étude accordent-ils des avantages aux catégories des militaires et policiers qui sont déjà en retraite par limite d'âge ? (voir art. 14 et 15 pour les projets de loi des Officiers de la Force de Défense Nationale et art. 15 et 16 pour les projets de loi des Officiers de la Police Nationale) ?
Il en est de même pour les autres projets.

Réponse

Ce ne sont pas de nouveaux avantages mais, des avantages qui découlent des contrats (indemnités de fin de carrière : 4 mois) et qui étaient d'application.

Question n°16

Pourriez-vous avancer Monsieur le Ministre les raisons qui ont milité en faveur de la suppression du commissionnement des Officiers au niveau de l'Armée ?
Que propose le présent projet de loi à ceux qui auront le mérite d'être commissionnés ?

Réponse

Il s'agit d'une omission et nous nous tenons prêts à remettre le commissionnement. Les circonstances peuvent le dicter et ce serait une violation de la loi si on y faisait recours sans que la loi ne l'ait prévu.

Question n°17

Où en êtes-vous dans les préparatifs pour l'intégration de nos Forces de Défense et de Sécurité dans le système sécuritaire de l'EAC ?



Réponse

Nous avançons au même rythme que les autres départements ministériels et dans ce contexte nous proposons la suppression du grade de Commandant qui n'existe pas dans les structures de l'EAC.

Pour le reste, nous allons nous ajuster en fonction des résultats de l'harmonisation du secteur de Défense et de Sécurité de la Sous-région.

Pour preuve, la troisième réunion extraordinaire du Conseil sur la Sécurité Inter Etats de l'EAC s'est tenue du 13 au 16 avril 2010 à Bujumbura pour étudier les questions de Défense et de Sécurité, en particulier l'harmonisation des structures.

Question n°18

Le principe universel d'acquisition des grades tient compte des effectifs des hommes sous commandement (équipe, section, peloton, compagnie, bataillon, brigade, région....)

Au Burundi, le nombre pléthorique des Officiers ne répond pas du tout à ce principe.

Que comptez-vous faire pour remédier à cette situation ?

Réponse

Il y a un déséquilibre relatif dû au contexte tracé par les Accords de paix. Un processus de rationalisation est en cours pour se conformer aux normes internationalement reconnues.

Question n°19

Messieurs les Ministres, dans les anciens statuts régissant la P.J.P, P.S.P et P.A.F.E l'âge de la retraite était fixé à 60 ans.

Il semblerait que c'est le même âge au niveau de l'E.A.C.

Quelles sont les raisons qui ont milité à amener à 55 ans cet âge dans les projets de lois sous étude.

Par ailleurs, pourquoi ne pas harmoniser avec l'E.A.C. car nous sommes dans le système de l'intégration régionale ?



Réponse

Il faut noter que les anciens membres des corps de police (PSP, PAFE, PJP) de la période qui précède l'intégration de la Police Nationale étaient régis par des textes différents. La PJP était régit par le statut de la Fonction Publique, la PSP par des statuts propres à chaque catégorie de policiers (Officiers, Brigadiers et Agents). La PAFE était constituée par un personnel contractuel et policier régi respectivement par le code du travail et les statuts des corps d'origine.

L'âge de retraite des fonctionnaires contractuels et ceux régis par le statut de la Fonction Publique est fixé à 60 ans, cependant le statut de la PSP fixait l'âge de retraite à 45 ans pour les Agents et 50ans pour les Officiers avec possibilité de prolongation sans toutefois dépasser 5 ans.

L'article 52 du statut du personnel de la PNB (loi n°1/06 du 2 mars 2006) fixe l'âge de la retraite à :

- 60 ans pour les commissaires ;
- 55 ans pour les Officiers Supérieurs ;
- 50 ans pour les Officiers subalternes et les Brigadiers ;
- 45 ans pour les Agents.

L'article 90 de la même loi conditionnait le maintien en fonction des anciens membres des corps de police, le fait d'avoir un âge inférieur ou égal à :

- 55 ans pour les commissaires ;
- 55 ans pour les Officiers supérieurs ;
- 50 ans pour les Officiers Subalternes et les Brigadiers ;
- 45 ans pour les A gents.

A la lumière de ce qui précède vous comprenez que la principale raison qui a ramené l'âge de retraite à 55 ans pour les anciens membres des corps de police (PAFE et PJP) est l'intégration dans un seul corps de Police Nationale et l'harmonisation de l'âge de retraite.

La seconde raison qui explique le fait d'écourter l'âge de retraite des militaires et policiers est que « les membres de la Police Nationale du Burundi sont affiliés à des institutions de sécurité sociales et classés parmi les personnes travaillant dans des conditions dures et pénibles comprenant beaucoup de risques suivant les dispositions du code de la sécurité sociale » Article 62 de la loi précitée.

L'harmonisation institutionnelle avec l'EAC ne se fera progressivement non pas seulement par rapport à l'âge de retraite mais aussi en tenant compte des systèmes de sécurité sociale en vigueur dans l'EAC qu'il faudra aussi harmoniser.



Question n°20

Au moment où les projets de lois cherchent à résoudre notamment la question des Sous officiers et des Hommes de Troupe en ce qui concerne le logement et cherche à créer plus d'équité, il y a des Officiers de la Police Nationale du Burundi qui ont été envoyés à la retraite tout en étant dépourvus de toute sécurité sociale. Cette question dure depuis plusieurs années et ne trouve pas de solutions.

- a. Pourquoi les projets de lois sous analyse ne cherchent pas à résoudre ce problème ?
- b. Ne faudrait-il pas arrêter toute autre mise à la retraite avant que cette question relative à la sécurité sociale ne soit résolue ?

Réponse

Vous vous souviendrez Honorables que l'intégration à la Police Nationale du Burundi a unifié un seul corps avec des éléments de plusieurs provenances. La question de la sécurité sociale ne concerne pas uniquement la catégorie des anciens membres de la PNB retraités. Elle concerne à des degrés différents plusieurs catégories membres de la PNB intégrée :

- Les anciens membres des corps de police qui, régis par le statut de la fonction publique pour lesquels l'Etat n'était pas obligé de verser des contributions à l'INSS ;
 - Les anciens membres de la PSP pour lesquels l'Etat a versé des contributions insuffisantes ;
 - Les anciens membres des PMPA pour lesquels l'Etat n'a pas versé de contributions.
- a. Cette question a fait l'objet d'étude au niveau des commissions ad-hoc mises en place par le Gouvernement et nous sommes aboutis à des propositions qui impliquent le déblocage de fonds importants au profit de l'INSS. La question ne pourrait alors être résolue par un texte de loi mais par une mesure du Gouvernement de libération des contributions à l'INSS.
 - b. La mise à la retraite est une mesure légale qui ne peut pas être suspendue que par une autre disposition légale.



Question n°21

Il y a un problème d'injustice à l'endroit du personnel civil œuvrant à la P.N.B qui n'a pas bénéficié de 34% accordés aux autres fonctionnaires. Ce personnel n'avance pas de grades parce qu'il y a un flou sur leur gestion et statut.

Qu'est ce qui va être fait pour que ce personnel soit géré dans la justice et l'équité en tant que personnel de la P.N.B ?

Réponse

L'actuelle Constitution de la République exclue le Personnel civil du champ du domaine de la loi. Nous reconnaissons que cette catégorie du personnel subit un préjudice important découlant d'un manque de cadre légal qui le régit ; nous avons déjà une proposition de texte réglementaire (un Décret) à présenter au Conseil des Ministres pour délibération et adoption. Ce texte ne pourra cependant être acheminé au Conseil des Ministres avant l'adoption de ces projets de lois du fait que les avantages à accorder au personnel civil s'alignent à ceux proposés aux catégories de la PNB.

Question n°22

Pourrions-nous avoir des précisions sur les statuts qui régissent le personnel civil qui œuvre au sein de la PNB et de la FDN ?

Réponse

Le personnel civil qui œuvre à la PNB est classé en quatre catégories :

- Le personnel qui travaillait au sein de la Police Judiciaire des Parquets anciennement appelé Agents de l'ordre judiciaire et un personnel sous contrat constitué de plantons, veilleurs de nuit et détectives ;
- Le personnel contractuel de l'ancienne Gendarmerie ou PSP constitué de cuisiniers, plantons ;
- Le personnel recruté par la Fonction Publique et mis à disposition du Ministère de la Sécurité Publique.
- Un personnel constitué de cadres aux compétences que la PNB ne dispose pas constitué de médecins, informaticiens et de techniciens.



Au Ministère de la Sécurité Publique, ce personnel est rémunéré à base de son ancien statut.

En ce qui concerne le personnel civil œuvrant au sein de la FDN, le dossier a suivi son cours normal jusqu'au Sénat en passant par l'Assemblée Nationale et le Gouvernement. A l'époque des faits, notre Ministère cherchait à ce que ce personnel soit régi par un statut à lui sous forme de loi, ce qui n'a pas requis l'unanimité au niveau du sénat.

La solution qui avait été envisagée était que ce personnel soit régi par une ordonnance mais ce texte n'a pas encore été avalisé par le Gouvernement afin que cette ordonnance soit signée en bonne et due forme.

IV. RECOMMANDATIONS

Premièrement la Commission de la Défense et de la Sécurité recommande aux deux Ministres concernés par la question de la Défense et de la Sécurité, d'instaurer le système d'accréditif pour tous les militaires et policiers et de veiller à ce que chaque reçoive le sien lors de la paie.

Deuxièmement, la Commission recommande aux deux Ministères concernés en collaboration avec le Ministère des Finances d'arrêter des mesures nécessaires et contraignantes pour ne plus connaître des ruptures des stocks à la F.D.N. et à la P.N.B.

Troisièmement, au regard des informations qui circulent sur des irrégularités et dysfonctionnement éventuels dans le système d'alimentation et d'habillement des personnels de la P.N.B. et de la F.D.N., la Commission demande au Gouvernement d'organiser un audit externe des marchés y relatifs qui ont été passés ainsi que leur exécution et l'impact sur la qualité de l'alimentation et de l'habillement des personnels concernés.

Le résultat devra être communiqué à l'Assemblée Nationale.

Quatrièmement, elle recommande d'améliorer le système de communication au sein de ces corps de Défense et de Sécurité entre les différentes catégories pour éviter que le climat de suspicion ne persiste.

Au regard de la situation que vivent certains officiers de la PNB envoyés à la retraite depuis plusieurs années et dépourvus de toute sécurité sociale (pension, soins de santé, etc....), au regard également du cas des



personnels civils œuvrant au sien de la PNB et de la FDN qui n'ont même pas reçu les 34 % d'augmentation des autres fonctionnaires et qui sont sans statuts qui permettent la gestion de leur carrière, la Commission de la Défense et de la Sécurité recommande au Gouvernement de rendre justice à ces personnels en même temps qu'il va résoudre la question liée aux indemnités de logement et aux indemnités familiales des autres personnels de la PNB et de la FDN notamment en leur assurant la sécurité sociale (pension, soins de santé, etc....) et l'augmentation des 34 % ainsi que les augmentations annuels auxquels ils n'ont pas eu droit.

V. CONCLUSION

Après analyse des projets de loi portant statut des Officiers, des Sous-officiers et des Hommes de Troupe de la FDN, des Officiers, des Brigadiers et des Agents de la PNB, les membres de la Commission de la Défense et de la Sécurité recommandent à l'auguste assemblée d'adopter à l'unanimité ces projets de loi moyennant les amendements et les recommandations proposés.

Fait à Bujumbura, le 22/ avril /2010

Pour la Commission,

Honorable NDUWIMANA Jean Claude, Président

